

Sortir du colonialisme

Depuis de nombreuses années, nous relayons les activités organisées par le réseau Sortir du colonialisme (www.anticolonial.net), notamment lors de la semaine anticoloniale et appelons à la manifestation qui clôt cette initiative annuelle.

Cette année, fort justement la manifestation anticoloniale se retrouve dans la manifestation du 19 mars ; si celle-ci est plus large, d'une part les autres thèmes mis en avant se retrouvent dans le combat anticolonial (à commencer par les violences policières), d'autre part la dimension anticoloniale est pleinement présente dans les appels au 19 mars. Sur ce point, on peut se référer aux informations déjà publiées : www.solidaires.org/19-mars-en-marche-pour-la-justice-et-la-dignite

Les survivances coloniales dans les rapports entre la France et l'Algérie

Concernant la semaine anticoloniale proprement dit (qui dure en réalité plus d'une semaine...), cette année l'Union syndicale Solidaires a pris l'initiative d'organiser deux débats. Commençons par celui qui n'a pas encore eu lieu, pour en rappeler date, heure et lieu (voir ci-dessus).

Le « salon anticolonial »

Les samedi 4 et dimanche 5 mars, nous avons tenu un stand de l'Union syndicale Solidaires au « salon anticolonial ». C'est l'occasion de faire connaître notre syndicalisme, de diffuser du matériel Solidaires, mais surtout de marquer notre soutien aux mouvements sociaux qui s'y retrouvent, de renforcer la construction commune car leurs activités anticolonialistes, antiracistes, pacifistes, etc., ne sauraient être étrangères au syndicalisme que nous défendons, pratiquons et développons.

Comité pour la libération de G.I. Abdallah, UJFP, campagne BDS contre l'état d'Israël, solidarité avec les peuples du Chiapas, basque, kanak, mapuche ou encore du Sahara occidental ... Autant de thèmes sur lesquels Solidaires intervient, plus ou moins régulièrement, depuis des années, autant de comités et collectifs avec qui (ou au sein desquels) nous travaillons et dont nous relayons les informations et initiatives.

La présence au salon anticolonial nous a permis de formaliser les liens et d'esquisser ce que pourrait être une action commune avec **l'association des Anciens Appelés en Algérie et leurs Amis contre la Guerre** (www.4acg.org) qui participe à la transmission de la mémoire collective, rappelle la légitimité de la désobéissance, aide toute une génération a, enfin, parlé de ce qu'elle a connu dans sa jeunesse et organise des actions solidaires en Algérie (les anciens appelés membres de l'association reversent leur retraite « d'anciens combattants » à cet effet).

LES SURVIVANCES COLONIALES DANS LES RAPPORTS ENTRE LA FRANCE ET L'ALGÉRIE

LA SOLIDARITÉ SYNDICALE COMME ARME DE LUTTE

Dans le cadre de la semaine anticoloniale (www.anticolonial.net), réunion publique organisée par le Comité International de Soutien au syndicalisme autonome Algérien (CISA), la Confédération Générale Autonome des Travailleurs en Algérie (CGATA), l'Union syndicale SOLIDAIRES

Avec Stéphane Enjalran (Union syndicale Solidaires) François Geze, et Kaddour Chouïcha (Sess, Syndicat des enseignants du supérieur solidaires, membre de la CGATA (confédération générale autonome des travailleurs en Algérie)

Jeudi 16 mars 2017 19h
Bourse du travail Salle Hénaff
85 rue Charlot Paris 3
M République ou Filles du Calvaire



Quels syndicalismes dans l'Etat colonial ?

Une quarantaine de personnes ont participé à la soirée que nous co-organisons avec LAB, STC, USTKE et CNT, à la Bourse du travail, le 9 mars. Comme très souvent, le nombre de participants et participantes peut être décevant, au regard du potentiel militant en Ile-de-France ; mais nous savons que c'est un problème récurrent (lié en partie à la multitude d'initiatives).

Le bilan de cette initiative est positif au regard des perspectives de travail commun évoquées lors de cette réunion, mais aussi la veille¹ et le lendemain² ; elles marquent une nouvelle étape, dans la suite de ce que nous avons construit au fil des rencontres intersyndicales, des participations à des congrès, des présences à des manifestations, du soutien à des luttes sociales...

Deux choses paraissent devoir être retenues de cette soirée :

**QUELS SYNDICALISMES
DANS L'ETAT COLONIAL ?**
CHAMPS D'ACTIVITÉ, INTER-RELATIONS, CONTRADICTIONS...

Dans le cadre de la semaine anticoloniale (www.anticolonial.net), réunion publique organisée par :
Union Syndicale des Travailleurs Kanaks et des Exploités (USTKE),
Sindacatu di i Travagliatori Corsi (STC),
Union syndicale SOLIDAIRES,
Langile Abertzaleen Batzordea (LAB),
Confédération Nationale du Travail (CNT).

PROGRAMME DE LA SOIRÉE

- Interventions des organisations syndicales coorganisatrices de la réunion.
- La priorité à l'emploi local, ça veut dire quoi ?
- Indépendances, autodétermination, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes... :
quelles pratiques et orientations syndicales ?
- La solidarité syndicale internationale
- Débat

Le 9 mars à la Bourse du travail de Paris, rue du Château d'eau
(grande salle), à partir de 19 heures

USTKE Solidaires LAB CNT

Le tableau dressé par les intervenants de Kanaky (USTKE), de Corse (STC), du Pays basque (LAB), de Mayotte (Solidaires) montre que la situation peut être très différente pour ce qui est du rapport à l'indépendance vis à vis de l'Etat français ; ainsi, l'USTKE est indépendantiste, s'inscrit dans le mouvement de libération du peuple kanak et a créé un parti politique (Parti Travailleiste), LAB est indépendantiste mais revendique son autonomie vis-à-vis des organisations politiques, le STC fait du droit des peuples, dont celui de Corse, à disposer d'eux-mêmes une des ses priorités mais considère ne pas avoir en tant que syndicat à définir ce que serait cet avenir choisi, Solidaires Mayotte a expliqué l'absence de mouvement indépendantiste sur l'île. **Mais tous dépeignent une situation qu'ils caractérisent comme coloniale ; il ne s'agit pas là d'un jugement moral, mais d'un ensemble de faits, historiques, politiques, économiques, sociaux, qui définissent cet état. Cela ne se retrouve évidemment pas seulement dans le cas de l'Etat français ; pour prendre un autre dossier sur lequel Solidaires intervient depuis longtemps, on peut citer le colonialisme turc au Kurdistan et ses conséquences meurtrières..**

Il y a une **volonté partagée de travailler ensemble à des outils syndicaux permettant d'agir pour mettre fin à ces situations**. Cela va d'éléments de formation et information sur les réalités coloniales jusqu'à des manifestations ou rassemblements, en passant par la solidarité contre la répression. Nous avons d'ores et déjà pointé quelques projets :

- **Mieux faire connaître et comprendre certaines revendications qui ne prennent leur sens qu'à travers la situation coloniale** ; il en est ainsi de la priorité à l'emploi local qui s'explique aisément dès lors qu'on montre comment la population vivant sur place a été discriminée durant des années au profit d'une minorité implantée pour soutenir l'état colonial ou que, dans d'autres situations, elle ne fait que correspondre au classique « vivre et travailler au pays ». Même chose avec le probable appel au boycott du referendum sur l'indépendance de la Kanaky que pourrait être amené à lancer les forces indépendantistes si celui-ci se fait en excluant plus du quart des kanaks !
- **L'histoire coloniale doit être connue pour comprendre les réalités d'aujourd'hui**. Même si l'Etat ne le reconnaît toujours pas, il est aujourd'hui admis que la guerre d'indépendance en Algérie qui ne peut se comprendre en ignorant les inégalités et discriminations entretenues, et la sauvage répression organisée en Algérie par l'Etat français autour du 8 mai 1945 ; des éléments similaires existent pour la Martinique, la Guadeloupe, la Kanaky, etc. Il faut rappeler cette histoire.
- **La date du 27 mai** est traditionnellement une de celle où est célébrée la fin de l'esclavage ; en Guadeloupe, c'est aussi celle du massacre de travailleurs par l'Etat colonial en 1967 ; le cinquantenaire de cet acte barbare perpétrée au nom de la république française sera l'occasion de manifestations auxquelles nous pourrions donner une dimension syndicaliste et anticoloniale plus large.
- **Le processus de paix lancé, unilatéralement, au Pays basque** a déjà fait l'objet de plusieurs interventions syndicales. Nous avons convenu de travailler à une suite.

¹ Voir le compte-rendu de la réunion du 8 mars pour la relance d'un comité Solidarité Kanaky.

² Voir le compte-rendu de la réunion Solidaires/USTKE/STC/LAB, tenue le 10 mars.

- **La question d'un cadre unifié pérenne a été posée**, en précisant qu'il ne saurait ni être limité à nos seules organisations, ni s'opposer aux liens internationaux déjà existants ; à ce stade, il n'y avait pas lieu d'aller plus loin dans la possible définition de ce cadre commun, mais l'échange sur une telle orientation est déjà un point important. Cela renvoie notamment à deux éléments qui sont d'ailleurs liés : d'une part les questions de « représentativité », d'autre part le projet syndical de transformation sociale et rupture avec le capitalisme.

Artisans de la paix au Pays basque

Le 10 mars, nous avons tenu une réunion où étaient représentées Solidaires, LAB, STC et USTKE ; nous avons convenu de tenir au courant la CNT de ce que nous pourrions décider et/ou envisager. Il s'agissait de commencer à mettre en œuvre des choses évoquées la veille.

Nous avons décidé de rédiger un appel syndical à soutenir les artisans de la paix au Pays basque. Un texte est élaboré par Solidaires et LAB et sera proposé à signature d'un maximum de structures syndicales, locales, régionales, nationales ou internationales. Nous reprendrons les axes sur lesquels une partie du mouvement syndical s'est déjà positionné plusieurs fois, à savoir le soutien au processus de paix. La démarche des « artisans de la paix », réprimés par l'Etat français fin décembre, est l'occasion de rappeler que le mouvement syndical, de manière autonome, prend position : pour la paix, pour le soutien au processus de désarmement, pour une résolution pacifique du conflit, contre la politique répressive des états français et espagnols qui persistent à vouloir écraser par la force le mouvement basque. **Solidaires et LAB rédigent donc le texte et contactent les « artisans de la paix »** (via Bizi pour LAB, via la LDH pour Solidaires) pour leur faire part de la disponibilité des organisations syndicales à participer aux prochaines initiatives.

Avec LAB, STC et USTKE, nous avons convenu de prendre des initiatives similaires, ultérieurement, pour d'autres sujets sur lesquels il y a lieu de rendre visible et audible le mouvement syndical ; toujours dans une démarche unitaire sans a priori.

Solidarité Kanaky

Le 8 mars au soir se tenait une réunion destinée à relancer un collectif unitaire en capacité d'assurer une solidarité au peuple kanak, notamment dans la perspective du referendum de 2018 sur l'indépendance.

Etaient représentées à cette réunion : Mouvement des Jeunes Kanaks en France - USTKE - Parti travailliste - Des membres de l'AISDPK - CNT - Solidaires

Etaient excusés : CEDETIM - Fondation F. Fanon

Les invitations avaient été faites de manière assez aléatoire ; nous avons eu connaissance de cette réunion grâce à des discussions à l'occasion de notre présence au "salon anticolonial" le week-end dernier. Mais il y a accord pour remettre dans la boucle toutes les organisations susceptibles d'être intéressées.

L'AISDPK est la structure historique du soutien, en France, aux luttes du peuple kanak (période des années 1980/90). Une relance à minima se fait à travers un blog hébergé par Mediapart :

<https://blogs.mediapart.fr/aisdpk-kanaky>

Le site Solidarité Kanaky va être relancé, une page Facebook sera créée. Une liste mail reprenant les parties-prenantes du travail unitaire va être créée.

<https://solidaritekanaky.org/> (coordonnées pour info, parce qu'actuellement il n'est plus du tout à jour)

Nous avons convenu de travailler initialement sur trois types d'informations :

- la question des inscriptions électorales dans la perspective du referendum ; voir sur le blog de l'AISDPK l'article sur ce sujet, qui sera actualisé, mais qui décrit déjà la situation. En résumé, le corps électoral est de 153 000 personnes dont 80 000 kanaks ... mais sur ces 80 000, 25 000 kanaks ne sont, à ce jour, pas repris (et a contrario, il y a un "effort" pour élargir les inscriptions du côté non kanak).
- quelques repères historiques sur le processus de colonisation, les luttes, la violence de l'Etat français.
- l'évolution des inégalités sociales (pas du tout remises en cause depuis les accords Matignon de ...1988.

L'idée est que le collectif :

- fasse circuler les informations sur la situation sur place ;


- relaie des éléments d'informations que chaque structure pourra reprendre dans ses propres outils d'information (bulletins, sites, journaux...);
- organise la solidarité concrète, tant sur le plan financier si besoin (voir l'exemple de la demande du comité Vérité-Justice en septembre 2016 ; je ne sais pas si nous avons versé), qu'à travers des débats et autres initiatives.

Le site de l'USTKE : <http://ustke.org/>

Sur l'histoire de la lutte du peuple kanak (et de la sanglante répression de l'état colonial français), pour celles et ceux qui ne connaissent pas, voilà un lien (on n'est pas obligés d'être d'accord avec tout le site mais j'ai cherché quelque chose d'assez complet et qui ne soit pas sur le site d'une organisation politique) :

<https://quartierslibres.wordpress.com/2016/01/17/seance-du-dimanche-kanaky/>

Ci- joint des exemples du soutien ancien de Solidaires à la lutte du peuple kanak et particulièrement à l'USTKE (il y a plus ancien) ; par ailleurs, nombre de structures qui ont ensuite contribué à former Solidaires participaient à l'AISDPK il y a ... longtemps : Sud Ptt par exemple dès sa création, et des structures syndicales qui étaient alors à la CFDT et créeront des SUD ensuite.



Paris, le 15 septembre 2009

Solidarité avec les sy

L'Union Syndicale SOLIDAIRE
l'USTKE injustement maintenus


Le 15 septembre, la cour d'appel de Nouméa confirme la condamnation de 6 syndicalistes a de la prison ferme pour entrave à la circulation d'un aéronef. Gérard Jodar secrétaire général de l'USTKE a été condamné à 9 mois de prison fermes et 5 autres camarades « écopant » également de condamnations à de la prison ferme .

L'USTKE a pour seul tort d'avoir exigé que le protocole d'accord mettant fin à un conflit motivé par le licenciement abusif d'une employée de la compagnie aérienne Aircal, soit enfin signé par la compagnie pour pouvoir rentrer en application. Ce protocole négocié sous l'égide de la direction du travail entre les avocats de la compagnie et les représentant du syndicat aurait mit fin au conflit. L a seule réponse du patronat et des autorités a été la répression policière et judiciaire

L'état français qui prétend rendre la justice au nom du peuple, bafoue les libertés fondamentales en se mettant aux ordres de ceux qui veulent pou voir continuer à piller et polluer ce territoire pour leur seul profit.

L'Union Syndicale SOLIDAIRES dénonce la criminalisation de l'action syndicale à l'œuvre en Kanaky comme partout ailleurs.

Elle poursuivra la mobilisation sous toutes ses formes afin d'obtenir la libération de tous les syndicalistes et l'arrêt de toutes les poursuites à leur encontre



Téléphone : 01 58 39 30 20	contact@solidaires.org	www.solidaires.org
Télécopie : 01 43 67 62 14		

**Aux congressistes de
l'U.S.T.K.E.**

Le 5 avril 2010,

Cher-ère-s camarades,

La tenue de votre congrès du 8 au 10 avril est l'occasion pour nous de renouveler toute notre **solidarité avec les militant-e-s de l'U.S.T.K.E.**

Nous savons les difficultés qui sont les vôtres, liées à la **très forte répression exercée par le pouvoir étatique colonial, qui soutient bien entendu le patronat.** Les grèves de l'an passé à Carsud ou Air Calédonie, par exemple, illustrent cette situation.

Nous savons aussi que les militant-e-s de l'U.S.T.K.E. ont surmonté bien d'autres épreuves et sommes convaincus qu'il en sera de même aujourd'hui.

Vous pouvez compter sur l'Union syndicale Solidaires pour être à vos côtés, comme c'est le cas depuis des années.

Justice sociale, respect de l'environnement, de la culture kanak, réappropriation des terres, partage des richesses, liberté syndicale, droit à la souveraineté, fin du système colonial... autant de combats que vous menez avec force, et que nous partageons !

L'Union syndicale Solidaires réaffirme sa volonté de construire un syndicalisme de masse, assumant l'affrontement social avec le patronat et le gouvernement, et se situant clairement sur le terrain de la transformation sociale. **Ce syndicalisme ne peut être qu'internationaliste !**

Nous continuerons à répondre aux demandes de soutien et d'actions solidaires, à faire en connaître en France la situation sociale kanake, à être aussi le relais vers nos partenaires syndicaux d'autres pays, ... et **sommes disposés à renforcer le travail commun, selon vos propres décisions.**

Nous vous adressons, cher-ère-s camarades, nos salutations syndicalistes, nos souhaits de réussite pour votre congrès, et pour les luttes sociales à venir.

Pour l'Union syndicale Solidaires :
Annick Coupé
Christian Mahieux